

**Défense - OTAN - Union
européenne - Coopération - Sahel -
Libye - Migration - Extraits du
discours de M. Emmanuel, Macron,
président de la République, à
l'Hôtel de Brienne
(Paris, 13 juillet 2018)**

Seul le prononcé fait foi.

Madame la Ministre des armées,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Elus,

Monsieur le Chef d'état-major des armées,

Messieurs les Chefs d'état-major,

Officiers, Sous-officiers, Officiers Mariniers, Soldats, Marins et Aviateurs, Gendarmes,

Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, jour pour jour, ici même, je posais avec vous les bases de ce que nous devons faire, de ce que nous allions faire, en matière de défense. Deux mois après mon investiture, le temps de vous rencontrer et de prendre la pleine mesure de l'état de nos armées, je vous redisais mon engagement à vous donner les moyens de vos missions, pour le succès des armes de la France. (...)

Cette année donc, j'ai souhaité passer en revue le dispositif de nos opérations, pour en consolider les fondations, mais également pour mieux soutenir notre action politique et diplomatique. En parallèle, nous avons inscrit dans la trajectoire des finances publiques les bases d'une nouvelle politique de défense. (...)

Pour autant, sur le terrain, c'est la guerre contre les terroristes islamistes qui est aujourd'hui la forme majeure de nos engagements opérationnels, sur notre territoire comme à l'extérieur.

Mais mesurez bien, mesurez bien comme le monde a changé en quelques années. Je le rappelais il y a quelques jours à l'OTAN : il y a cinq ans, les derniers chars américains quittaient l'Europe. Nous n'étions pas attaqués par le terrorisme islamiste. Les alliés même avaient une conception de leur défense collective et des théâtres d'opérations qui étaient les leurs, profondément différents.

Ces dernières années ont bousculé notre stratégie collective, ont fait émerger au Levant et au Sahel cette menace qui nous a frappés jusque sur le sol national. Cette hydre islamiste, organisée physiquement sur le terrain, utilisant toutes les formes technologiques contemporaines. Des puissances hégémoniques sont réapparues, avec des stratégies régionales et parfois au-delà. Des agressions que nous ne pensions plus possibles à l'égard de nos alliés se sont produites à nouveau.

C'est la sécurité collective des alliés, de l'Europe, de nous-mêmes qui a été profondément bousculée ces dernières années. En une année, voyez le changement. Les doutes qui pèsent sur le multilatéralisme, une Europe qui s'est réveillée - j'y reviendrai dans quelques instants - et a décidé, en une année, de faire un chemin qu'elle n'avait pas voulu faire en soixante-dix ans. Des grandes bascules géopolitiques se sont aussi produites et continueront progressivement à être chaque jour plus claires.

Partout où se joue cette idéologie de haine, se joue notre sécurité ; notre capacité à réagir à cette menace, à être présents, est la clé de notre crédibilité et de notre souveraineté.

Au Levant, au sein de la coalition internationale contre Daech, l'opération Chammal mobilise plus d'un millier d'entre vous, aviateurs, marins, soldats, pour soutenir, appuyer et former les forces armées et de sécurité irakiennes. Je veux souligner combien cette opération est exemplaire, par la complémentarité des capacités dans les trois dimensions, par la coopération et la coordination internationale qui s'y déploient, et par ses résultats.

Daech a aujourd'hui perdu son territoire et est acculé dans la vallée de l'Euphrate. Avec les forces de la coalition, nous participons activement aux derniers combats. Bientôt, cette organisation n'y aura plus d'empreinte territoriale.

Mais nous le savons, le sujet ne sera pas réglé pour autant de manière définitive. La Syrie, profondément meurtrie, divisée et théâtre d'affrontements encore violents, restera une source majeure de déstabilisation régionale. Les forces de Daech, comme d'autres forces qui leur sont proches, continuent d'agir en Irak, en Afghanistan et d'irriguer ce terrorisme qui pouvait paraître lointain jusque naguère, dans toute la région.

En avril dernier, en utilisant des armes chimiques contre sa propre population, Bachar al-Assad a franchi la ligne rouge que j'avais fixée. C'est pourquoi j'ai décidé d'engager nos forces, aux côtés de nos alliés américains et britanniques, pour détruire les installations liées au programme d'armes chimiques qui avaient été préalablement identifiées en Syrie. Cette opération était parfaitement légitime sur le plan international. Elle a été conduite de manière

exemplaire.

Sous les ordres du chef d'état-major des armées, vous avez rempli une mission complexe, que seules quelques puissances de premier rang sont en mesure de conduire. Je suis particulièrement fier de ce que vous avez fait et je tiens à vous féliciter collectivement. Car ce succès des armes de la France est celui de tous les hommes et de toutes les femmes du ministère.

Dans les mois qui viennent, nous continuerons à agir en vue d'un règlement politique à ce conflit, qui a déjà fait près de 500.000 morts et disparus. La coalition contre Daech doit rester mobilisée et notre engagement militaire perdurera, même s'il évoluera. Il s'accompagnera d'un engagement, que je veux significatif, dans la reconstruction et le développement. Il s'accompagnera d'un engagement politique que nous avons intensifié durant cette dernière année et qui ne va cesser de s'accroître.

Au Sahel, nous continuerons à agir par la diplomatie, la défense et le développement. Car ce triptyque est indissociable. (...)

Depuis le début de mon mandat, j'ai souhaité approfondir la stratégie globale dans laquelle s'inscrit cette opération. Ainsi, la France a porté deux initiatives majeures pour le Sahel : la création d'une force militaire conjointe, le 2 juillet 2017, à Bamako, avec les pays du G5 et l'Alliance pour le Sahel, que nous avons lancée le 13 juillet, il y a un an jour pour jour, avec la chancelière Merkel, afin de renforcer la coordination entre les principaux partenaires des Etats de la région. Ces deux piliers sont les indispensables alliés de notre action et de l'intervention de la force Barkhane.

Il y a une dizaine de jours, avec la ministre et le chef d'état-major, nous avons eu l'occasion de faire un premier bilan de l'installation des forces sur le plan opérationnel, avec les chefs d'Etat du G5, à Nouakchott. Je peux vous dire la gratitude de nos partenaires et le chemin parcouru, grâce à la France.

Soutenue par Barkhane, la force conjointe est aujourd'hui déployée. Les premiers résultats sont là et elle est déjà devenue un véritable atout à la main des pays du G5 pour la sécurité régionale. Nos ennemis s'en sont bien rendu compte et c'est pour cela qu'ils ont lâchement attaqué le PC de la Force à Sévaré, le 29 juin dernier, comme ils nous ont attaqués à Gao le 1er juillet. Dans les deux cas, les populations civiles ont payé un lourd tribut. Car, dans ces attentats, les Africains sont les premières victimes.

Tout cela nous rappelle - s'il en était besoin - que c'est une guerre que nous menons ; et ces attaques renforcent notre détermination à combattre les terroristes, à accompagner les armées du Sahel, mais aussi à les soutenir, à les former. L'action que nous conduisons et que nous continuerons à conduire, en lien avec les forces du G5 et avec l'Alliance pour le Sahel, va nous amener à totalement sécuriser, dans les mois et années qui viennent, cette région, où les forces terroristes ont continué parfois à jouer de la faiblesse de certains Etats.

Nous avons pu, il y a quelques semaines, prendre des décisions politiques, stratégiques, militaires qui nous conduiront, dans les prochains mois, à déployer une action nouvelle avec la Force conjointe du G5 Sahel. De manière indissociable, ce sont des projets de développement, un accompagnement des populations et des gouvernements que nous mènerons aussi, pour mettre fin à ce terrain gagné par les terroristes dans la région.

Demain, grâce à notre engagement, grâce au soutien de la communauté internationale, les armées du Sahel prendront le dessus sur les terroristes.

Puisque j'évoque cette région du Sahel, mes pensées se tournent ce soir vers notre compatriote Sophie Petronin, qui y a été prise en otage, il y a maintenant plus de dix-huit mois. Je sais sa souffrance, celle de ses proches qui l'attendent. Je veux les assurer de notre inlassable volonté de la retrouver. Les services de l'Etat restent entièrement mobilisés, ils agissent sans relâche, mais dans la nécessaire discrétion et le respect des principes que j'ai fixés.

Le continent africain est aussi marqué par de grands phénomènes migratoires liés aux crises, mais aussi à la pression démographique, au changement climatique, qui affectent aujourd'hui la stabilité de l'Europe.

C'est la raison pour laquelle, là aussi, nous menons une action globale et déterminée sur l'ensemble du parcours des routes migratoires, des pays de départ aux pays de transit.

C'est la raison pour laquelle, en Libye, nous poursuivons une action résolue pour trouver une issue politique à la crise que traverse ce pays et dont nous constatons chaque jour les dramatiques conséquences. La Méditerranée ne peut indéfiniment et impunément être un cimetière, où des passeurs, des mafias, exploitant la misère des migrants, poussent vers la mort, des hommes, des femmes et des enfants rêvant d'un avenir meilleur sur le sol européen.

Ces actions à l'extérieur de nos frontières sont capitales et elles complètent celles que nous devons à nos concitoyens pour leur sécurité au quotidien. (...)

Cette stratégie nationale aura aussi vocation à être déclinée, sous tous ses aspects pertinents, sur le plan européen. (...)

Je sais tous ces défis ; les enjeux sont de taille : réduire les coûts, les délais des programmes d'armement en vue d'accélérer le renouvellement des matériels, mieux prendre en compte les exigences du maintien en condition opérationnelle et les besoins des militaires qui les mettent en oeuvre, à chaque fois favoriser la coopération européenne. Et, j'en suis sûr, faire en sorte que l'Etat qui est l'agent d'export au premier titre, l'armée, qui est le meilleur argument de vente de nos matériels à l'international, puisse avoir le juste retour de cet accompagnement quand elle achète pour elle-même.

La coopération, notamment avec nos partenaires européens, est précisément ce troisième axe que j'entends promouvoir. Coopérer, agir collectivement, ce n'est pas une option. C'est une

nécessité dans bien des cas, mais surtout une plus-value.

Cela ne remet pas en cause notre autonomie stratégique. Au contraire, elle s'en trouvera confortée car nous devons mieux définir le socle de ce que nous souhaitons faire seuls, et de ce que nous pouvons faire à plusieurs.

Il est vital que les pays européens prennent pleinement leurs responsabilités dans la sécurité de nos concitoyens. J'étais hier au Sommet de l'OTAN ; il faut le rappeler : l'Alliance atlantique est aujourd'hui une nécessité. Nous avons besoin d'une Alliance forte, et nous avons rappelé cet attachement, cette unité. Nous avons besoin d'une Alliance où l'Europe prenne davantage de place et c'est là aussi ce que nous avons acté, en lien avec, au premier chef, notre partenaire américain. Et c'est d'ailleurs ce choix qui est parfaitement traduit par les décisions que nous avons préparées ces derniers mois, sur lesquelles vous avez travaillé, qui viennent d'être votées et qui sont maintenant promulguées.

Mais au sein de cette Alliance, l'Europe, depuis un an, a pris conscience de la nécessité de se protéger elle-même. De manière inédite, depuis juin 2017, des avancées exceptionnelles ont été mises en oeuvre. Une Europe de la défense a été bâtie dans le cadre d'une coopération structurée, un Fonds européen de la défense a permis de financer plusieurs projets. Ce que j'avais présenté à l'automne dernier à La Sorbonne, l'idée d'une Initiative européenne d'intervention, a vu le jour et a permis de rassembler neuf Etats membres de l'Union dans une coopération nouvelle qui nous permettra une plus grande convergence stratégique, un rapprochement de nos armées, une plus grande autonomie.

D'ores et déjà, 17 projets ont aujourd'hui été déployés dans le cadre de cette Initiative pour accroître ensemble nos capacités de défense, et d'autres seront portées par la France dans les prochains mois.

Ces projets bénéficient pour nombre d'entre eux de financements communs, mis en place dans le cadre du nouveau Fonds européen de défense. La recherche de défense, les filières stratégiques, mais aussi l'acquisition de matériels développés en coopération en seront renforcés et par là même, l'émergence souhaitable d'une industrie européenne de défense.

Je veux ici remercier nos industriels qui ont su, avec nos armées, et une rapidité inédite, travailler pour proposer des programmes conjoints, qui, pensait-on, étaient impossibles il y a un an. Et là aussi, ce qui avait été lancé le 13 juillet 2017 dans un Conseil franco-allemand avec la chancelière Merkel, a vu le jour, il y a quelques semaines à Meseberg, par la signature de deux accords engageant nos industriels, que je veux ici remercier.

Nous sommes crédibles au sein de l'Alliance. Nous sommes crédibles et moteurs dans cette Europe de la défense qui s'est transformée en une année. Et à côté de ces projets communs, nous avons de nombreuses collaborations bi ou multilatérales avec l'ensemble de nos partenaires.

Je pense bien entendu à l'Allemagne : avec Mme Merkel, nous avons décidé, il y a un an, de

travailler sur ces deux coopérations majeures d'avion de combat et de char du futur, mais nous travaillons chaque jour également à nous rapprocher.

Je pense également à notre partenariat stratégique avec les Etats-Unis, fondamental et qui se traduit aujourd'hui par une confiance réciproque exceptionnelle dans le domaine militaire ; et à notre relation privilégiée avec le Royaume-Uni : Brexit ou pas, cette relation est stratégique, profonde et elle continuera à s'approfondir.

C'est avec ces deux alliés que nous avons mené l'opération d'avril dernier, à un niveau de technicité et d'intégration inédits. Et au fond, nos militaires nous ont montré que là où il pouvait parfois y avoir des débats, des commentaires, des doutes, la réalité opérationnelle était bien là quand il s'agissait d'agir avec une réactivité inédite et une intégration opérationnelle hors du commun.

Je voudrais également rendre hommage à la coopération renforcée chaque jour, au sein de l'Europe, avec la Grèce, Monsieur le Ministre : elle est nécessaire pour la sécurité de la Méditerranée et nécessaire, bien au-delà, pour notre politique commune au Proche et Moyen-Orient.

Je veux aussi remercier deux pays amis dont la présence traduit la vitalité et la force de cette stratégie indopacifique que j'ai présentée il y a plusieurs mois : le Japon et Singapour. Monsieur le Ministre des affaires étrangères du Japon, merci, là aussi, de votre présence et permettez-moi, au nom de la Nation, de vous transmettre toutes nos condoléances pour les inondations qui viennent de frapper votre pays. (...)

Mesdames et Messieurs, c'est bien tous ensemble que nous allons écrire l'avenir de notre Nation.

Je sais pouvoir compter sur vous, comme vous pouvez compter sur moi.

Je serai toujours à vos côtés pour vous soutenir dans vos missions.

A vous tous, soldats, marins, aviateurs, militaires des services interarmées, dans la diversité et la richesse de votre contribution à notre Défense, je veux, encore une fois, rendre hommage et au nom de tous les Français, vous témoigner ma profonde reconnaissance.

Vive la République ! Vive la France ! ./.

(Source : site du président de la République)